



**European Union
Customs Authority
in Lille**

La candidature française à l'accueil du siège de l'Autorité douanière de l'UE

*European Union Customs Authority : Autorité douanière de l'Union Européenne

Sommaire

I. Une Autorité douanière européenne : un tournant stratégique pour l'UE.....	5
Aux origines de l'Union douanière : comprendre ses fondements.....	5
Un système en pleine mutation face aux défis mondiaux.....	8
Vers une nouvelle gouvernance douanière européenne.....	8
 II. La douane française pleinement engagée dans la modernisation de l'Union douanière.....	 11
Sécurité : une Douane en première ligne contre les trafics.....	11
Commerce : des contrôles efficaces pour des échanges fluides.....	13
Innovation : des outils modernes pour répondre à de nouveaux défis.....	15
 III. Lille, le pari gagnant d'une Europe douanière connectée.....	 16
Une ville stratégique au cœur des flux européens.....	16
Lille, une ville compétitive tournée vers l'avenir.....	20
Un cadre de vie européen durable et attractif.....	22

Éditorial



La création de l'Autorité douanière de l'Union marque une étape décisive dans l'histoire du marché intérieur. Sa création renforcera la protection du territoire et la sécurité des 450 millions de citoyens européens et encouragera l'activité et la croissance économique de notre territoire.

Depuis le premier jour, la France soutient la création de cette Autorité, de ses débuts sous la Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 jusqu'à la mise en place de l'Alliance douanière européenne pour les Frontières (ADEF) en 2025, qui ouvre la voie à la future Autorité. Sous l'impulsion d'Emmanuel MACRON, nous voulons aller plus loin pour défendre et construire une Europe plus forte, plus sûre et plus compétitive en annonçant la candidature de la France pour accueillir la future Autorité douanière de l'UE sur son sol, à Lille.

En tant que membre fondateur de l'Union européenne, la France témoigne ainsi de son attachement indéfectible aux valeurs européennes, ainsi que sa volonté d'apporter une contribution concrète à la construction d'une Union douanière plus performante encore.

Située au carrefour des grandes routes de la logistique et du commerce international européen, la métropole de Lille bénéficie d'une localisation stratégique à une demi-heure de Bruxelles, des institutions européennes et de l'Organisation mondiale des douanes. Elle est connue dans tout le pays pour offrir un cadre de vie attractif, et un écosystème dynamique aussi bien en matière de transports, d'éducation, de santé et d'innovation.

Lille est située au cœur de la région des Hauts-de-France, une terre de tradition douanière forte, qui a su se tourner vers l'avenir par la mise en place d'une « frontière intelligente » et efficace avec le Royaume-Uni.

Pleinement mobilisée dans cette candidature, la douane française dispose d'une expertise professionnelle reconnue au sein de l'Union européenne et d'un engagement constant en faveur de la coopération en matière douanière. Ce soutien indispensable garantit un environnement professionnel d'excellence pour accueillir l'Autorité douanière de l'UE.

S'unissant dans la diversité, c'est l'ensemble des acteurs nationaux et locaux qui s'associent à cette démarche afin d'offrir à la future Autorité, autour d'un partenariat ambitieux, les meilleures conditions pour son accueil et celui de ses agents.

C'est donc aux côtés du Président de la Métropole européenne de Lille, du Maire de Lille et des Présidents de la Région des Hauts-de-France et du Conseil départemental du Nord, de toutes les forces-vives de ce territoire, que je vous propose de soutenir ce projet européen tourné vers la protection de nos citoyens et la compétitivité de nos entreprises.

Amélie de MONTCHALIN

Ministre chargée des Comptes publics



I. Une Autorité douanière européenne : un tournant stratégique pour l'UE

Aux origines de l'Union douanière : comprendre ses fondements

Entrée en vigueur en 1968, cette Union est l'une des pierres angulaires de la construction européenne. Sa réalisation a permis d'abolir les frontières intérieures, de supprimer les droits de douane et de mettre en place un tarif extérieur commun.

En 1986, l'Acte unique européen instaure un « grand marché sans frontière » et rend effectives les libertés de circulation introduites par le traité de Rome. En 1992, le traité de Maastricht consacre le rôle des douanes dans l'établissement du marché unique, le marché unique devant aboutir au 1^{er} janvier 1993.

En 1993, les contrôles douaniers aux frontières intérieures de l'UE sont supprimés, modifiant profondément l'organisation et les missions douanières dans l'ensemble des Etats membres. Enfin, le traité de Lisbonne en vigueur depuis 2014 fait de l'Union douanière une compétence exclusive de l'UE. L'actuel Code des douanes de l'Union (CDU) entre en vigueur en 2016.

LES GRANDES DATES DE LA CONSTRUCTION DOUANIÈRE EUROPÉENNE



1951

Création de la CECA, établissement de la première organisation supranationale européenne établissant un marché commun du charbon et de l'acier.

1968

Disparition des droits de douane entre les 6 pays membres fondateurs (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg)



1957

Traité de Rome, création du marché commun.



2009

Traité de Lisbonne, création de l'Union douanière au sein de laquelle les produits circulent librement.

Les produits importés de pays-tiers payent des droits de douane, qui sont les mêmes à toutes les frontières de l'Union.

1993

Création du Marché unique européen garantissant la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux.



L'UNION DOUANIÈRE EN CHIFFRES

EN 2023



- **82 641 agents** des douanes (ETP)
Au sein de 2140 bureaux de douane



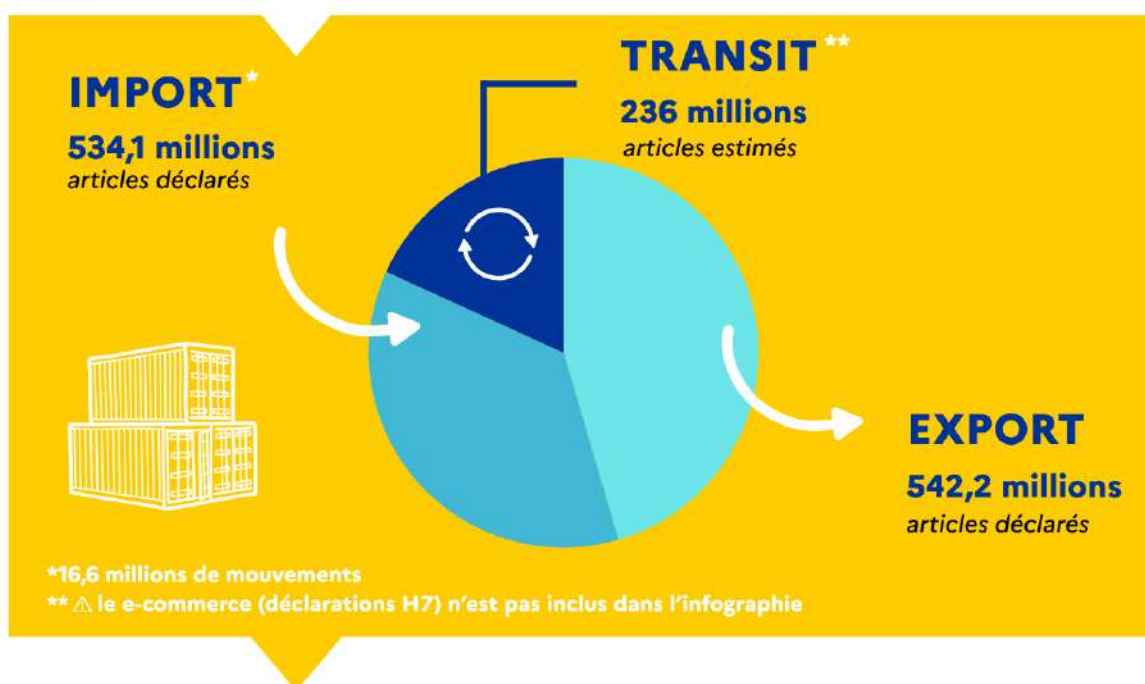
ONT SAISI :

- **592,8 tonnes** de drogues illicites
- **3,7 milliards** de cigarettes de contrebande
- **2 949** armes illicites



ONT TRAITÉ :

- **1 300 millions** d'articles



ET PERÇU :

- **28,8 milliards d'euros** de droits de douane



1s

Soit chaque seconde **100** articles déclarés
dont **66** du e-commerce pour une valeur de **187 981 €**

Source : <https://taxation-customs.ec.europa.eu>

Un système en pleine mutation face aux défis mondiaux

En 2019, Ursula Von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, a déclaré : « Il est temps de faire passer l'Union douanière à un niveau supérieur, en la dotant d'un cadre plus solide qui nous permettra de mieux protéger nos citoyens et notre marché unique ».

Suite à cette annonce, la Commission a établi un plan d'action comportant 17 mesures dont la mise en place d'un « groupe des sages », indépendant, chargé de travailler sur les enjeux auxquels sont confrontées les douanes européennes. Ces travaux sur l'avenir de l'Union douanière ont été fortement soutenus et valorisés lors de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Dans son rapport publié le 31 mars 2022, le Groupe des sages fait le constat que l'application différenciée des règles européennes par les Etats membres, due aux différences de moyens, d'organisation, de missions et de traditions douanières nationales, affecte le marché intérieur. Par ailleurs, les dix dernières années ont été marquées par des changements commerciaux et technologiques majeurs. Avec près de 700 milliards d'articles déclarés à l'importation en 2021 dans l'UE, les volumes des échanges ont considérablement augmenté et la nature du commerce a changé avec l'expansion du commerce électronique. En parallèle, les missions douanières se sont très sensiblement accrues pour répondre aux attentes et préoccupations des citoyens en matière de santé, de sécurité et de protection des valeurs portées par l'UE en matière d'environnement ou encore de droits de l'homme.

Les douanes européennes sont essentielles pour gérer les crises européennes comme en témoignent le Brexit ou la pandémie de COVID-19. Plus récemment la guerre en Ukraine, qui leur a conféré un rôle majeur dans la mise en œuvre des paquets de sanctions décidés à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie.

Vers une nouvelle gouvernance douanière européenne

En mai 2023, la Commission européenne a publié un projet de réforme de l'Union douanière d'une ampleur inédite, réaffirmant le rôle majeur des douanes européennes dans la protection des recettes de l'Union, ainsi que dans la sécurité, la santé et la prospérité des citoyens et des entreprises européennes.

Conçu pour répondre aux nouveaux défis rencontrés par les autorités douanières européennes, ce projet entend réformer le fonctionnement actuel de l'Union douanière, notamment face à l'essor du e-commerce et à la multiplication des réglementations non-douanières. Le 13 mars 2024, le Parlement européen s'est officiellement prononcé en faveur du projet de réforme de l'Union douanière.

Cette réforme prévoit entre autres la création d'une plateforme européenne des données douanières (*Data Hub*), le renforcement des mesures encadrant le e-commerce et la création d'une Autorité douanière de l'UE.

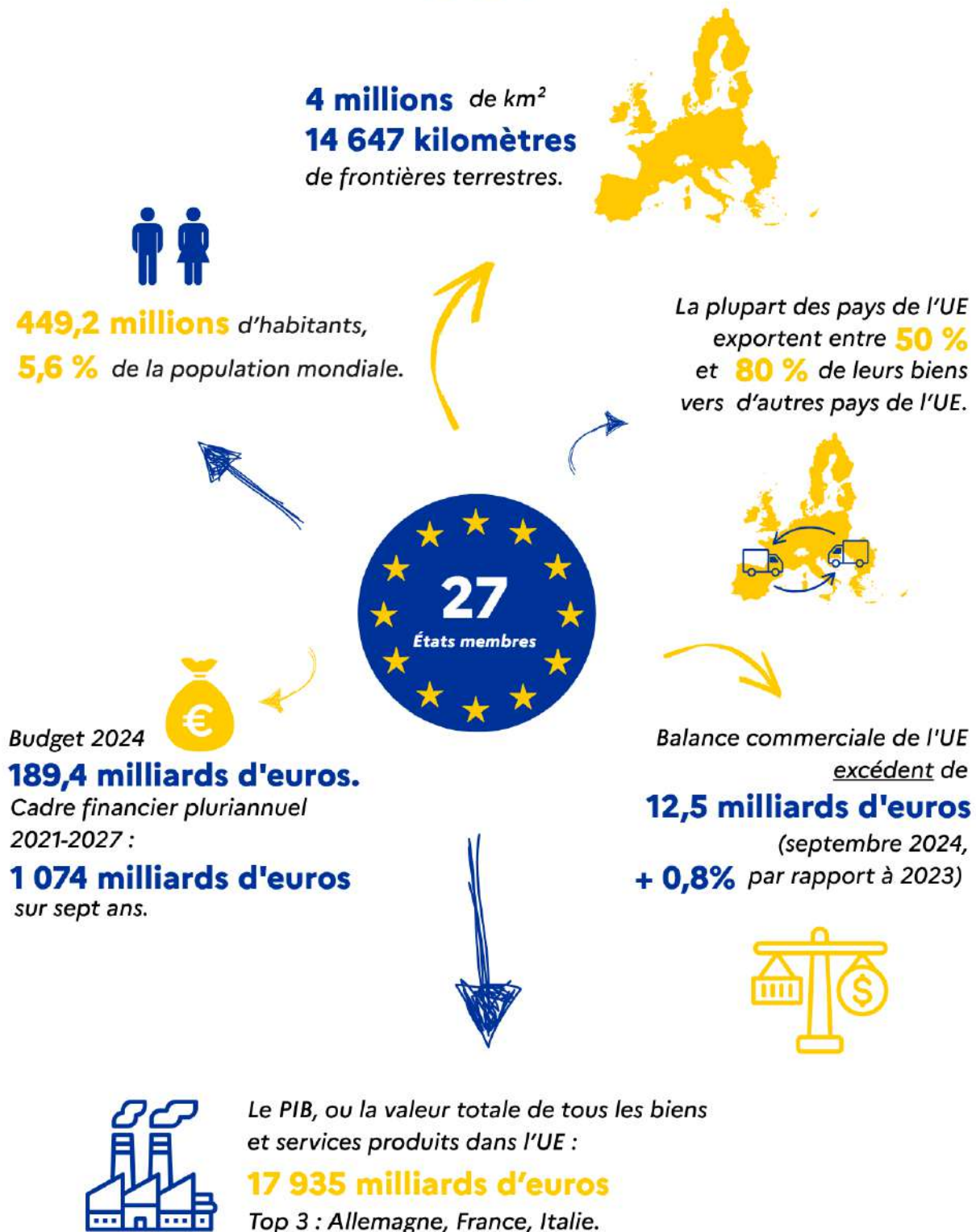
Alors même que l'Union douanière existe depuis 1968 et qu'elle exerce depuis lors des missions de contrôle des marchandises, de facilitation des échanges et de protection des consommateurs, la création d'une autorité ou agence dédiée aux missions propres de l'Union n'avait jamais été envisagée jusque-là. De fait, la Commission européenne a agrégé au fil du temps les fonctions de soutien opérationnel aux administrations douanières nationales en matière de formation, de gestion des systèmes d'information, d'équipements, d'échanges d'agents, etc.

Le projet de la Commission prévoit ainsi que la future Autorité douanière de l'UE (communément désignée sous le nom de EUCA) se voie confier la coordination et la supervision de la coopération opérationnelle entre les autorités douanières nationales, en mutualisant les compétences techniques et en les mettant à disposition afin d'améliorer l'efficacité par une gestion commune des risques. La future Autorité douanière de l'UE aura également à charge la gestion du *Data Hub*, plateforme de stockage des données du commerce international de l'UE, qui remplacera les diverses infrastructures informatiques douanières nationales (actuellement au nombre de 111 à l'échelle de l'Union européenne).

Il permettra d'agréger les données fournies par les entreprises en matière de dédouanement et donnera une vue d'ensemble des chaînes d'approvisionnement jusqu'à la mise sur le marché des biens au sein de l'UE adossée à une analyse de risque réalisée à l'échelle européenne et dont aura également la charge la future Autorité. Celle-ci sera composée d'un conseil d'administration (avec des représentants des États membres, de la Commission et du Parlement) assisté d'un conseil exécutif (composé également de représentants des États membres et de la Commission). Elle serait dirigée par un directeur exécutif, élu par les membres du conseil d'administration. La future Autorité devrait débiter ses travaux en 2026 et sera pleinement effective dès 2028. La montée en charge progressive des effectifs aboutira, à horizon 2034, à l'accueil de 250 agents, dont un grand nombre de spécialistes de la donnée et d'experts de la gestion du risque. Ces effectifs sont susceptibles de se renforcer par la suite.



L'UNION EUROPÉENNE EN CHIFFRES >>>>>





II. La douane française pleinement engagée dans la modernisation de l'Union douanière

Soutien des premières heures de la réforme de l'Union douanière, la douane française s'implique également quotidiennement pour protéger et soutenir le marché intérieur européen.

Sécurité : une Douane en première ligne contre les trafics

À l'image des saisies historiques réalisées en 2024 sur le sol français – près de 21 tonnes de cocaïne et plus de 21 millions d'articles de contrefaçon saisis – la douane française se mobilise au quotidien pour défendre le territoire national et européen contre les menaces que représentent le commerce illicite et les groupes criminels.

La douane française s'implique pleinement dans les actions de coopération internationale en matière de lutte contre les trafics. Sa participation renforcée aux différentes opérations conjointes menées par les agences Europol (BELENOS et BELENOS II) et Frontex ainsi que le déploiement d'un réseau d'attachés douaniers étendu et efficace, illustrent cette implication constante de la France.

La France s'investit également dans plusieurs structures et travaux européens préfigurateurs des missions qui seront allouées à l'Autorité douanière de l'UE, illustrant ainsi son engagement sans faille en faveur de cette nouvelle agence.

Ainsi, la douane française s'implique largement dans les travaux de l'Alliance des douanes européennes pour les frontières (ADEF), cadre de coopération opérationnel mis en place depuis mars 2025 et dont les missions incomberont à terme à l'Autorité douanière de l'UE. Forte de sept experts français sélectionnés en 2024 et répartis dans différentes unités de l'ADEF ainsi qu'à la direction du pilier aéroportuaire, et à la codirection du pilier maritime, la France renouvelle son engagement en faveur d'une coopération opérationnelle européenne forte.

Depuis 2022 et sa présidence du Conseil, la France a également été motrice dans la mise en place d'une évaluation douanière de la menace (*Customs Threat Assessment*) à l'échelle européenne. Véritable outil de la gestion du risque, ce document a pour objectif de partager et de renforcer une vision commune pour les 27 administrations douanières de l'Union européenne, mission qui sera menée à terme par la future Autorité douanière de l'UE. Mandatée par le Conseil de l'Union européenne, la France a porté ce projet avec succès, en coopération avec 15 Etats membres de l'Union et avec le soutien de l'OLAF (Office européen de lutte anti-fraude), Europol (agence de l'UE pour la coopération policière), Frontex (agence européenne pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures) et la DG TAXUD (service de la Commission européenne chargé de la politique douanière, de la fiscalité et de la lutte contre la fraude), qui ont participé en qualité d'observateurs.

Ce document met en exergue les spécificités des douanes européennes au travers d'analyses détaillées d'experts douaniers européens portant sur neuf principales menaces : le e-commerce, la criminalité financière, les atteintes aux intérêts financiers de l'Union, les crises majeures, les stupéfiants, les contrefaçons, les accises, les armes à feu et explosifs et la criminalité environnementale. Par son rôle dans la réussite de ce projet, la France a démontré son implication dans le domaine de la gestion du risque, domaine qui sera au cœur des missions de l'Autorité.

Commerce : des contrôles efficaces pour des échanges fluides

Consciente de la nécessité de disposer d'outils mieux à même de protéger le marché intérieur, ses consommateurs et ses entreprises, la douane française a souhaité porter, en lien avec ses partenaires, des propositions innovantes dans le cadre de la réforme de l'Union douanière afin d'adapter et de simplifier ses pratiques.

Témoin du développement du e-commerce, la douane française a vu le nombre de déclarations en douane qu'elle traite, passer de 35 millions en 2019 à plus de 200 millions en 2024 et constitue, avec 770 millions d'articles, un des trois pays majeurs d'importation de ce flux. Face à l'évolution exponentielle du commerce électronique, la douane française propose la mise en place, à l'échelle européenne, de frais de gestion sur ces petits colis pour donner aux services douaniers les moyens de remplir leur mission.

La douane française œuvre pour la fluidification des flux licites au bénéfice des entreprises européennes importatrices et exportatrices. 95 % de ces importations sont dédouanées en moins de cinq minutes. Cette fluidification passe notamment par le développement d'outils comme le guichet unique informatique permettant de réduire le temps de passage frontière tout en assurant la régularité des flux.

Cet engagement fort en faveur de la logistique et de la fluidité des échanges s'est manifesté lorsque la douane française a dû rétablir les formalités douanières induites



par le Brexit en 2021. La douane française a développé le concept de « frontière intelligente » avec la mise en place d'un système informatique permettant l'anticipation des formalités administratives et d'identification des moyens de transport.

Cette technologie a permis de traiter plus de 3 millions de camions par an dans les deux sens de la frontière dans des conditions de rapidité proches de celles qui prévalaient avant le Brexit.

Elle repose également sur une approche partenariale avec les entreprises. Son action économique s'articule autour d'un réseau national dédié aux grandes entreprises avec son service grands comptes et d'un réseau régional de 40 pôles dédiés aux PME et ETI. Cette approche a permis de faire économiser aux grands opérateurs du commerce international un montant estimé à 2 milliards d'euros grâce à l'utilisation d'un accord commercial ou d'une procédure conseillée par la Douane. La douane française met également en valeur l'ensemble des outils de sécurisation offerts par la législation douanière européenne en délivrant près de 6500 rescrits douaniers au bénéfice des entreprises en 2024.

Innovation : des outils modernes pour répondre à de nouveaux défis

Dans un contexte de multiplication des crises auxquelles les douanes de l'Union européenne sont confrontées, la douane française est attentive à ce que cette réforme puisse apporter des moyens modernes et adaptés.

Plaçant l'innovation au cœur de son projet, la douane française a engagé un programme ambitieux de valorisation de la donnée. Elle a ainsi inauguré un laboratoire d'innovation pour accélérer les projets structurants et d'envergure.

Grâce à sa présence sur les plateformes portuaires, aéroportuaires et sur l'ensemble du territoire, la douane française bénéficie d'une expertise reconnue dans la surveillance, le contrôle des flux et la lutte contre les fraudes. Elle s'appuie également sur une Direction nationale garde-côtes assurant la surveillance des espaces maritime et aérien. Dans cette dynamique, elle soutient le développement d'un Centre d'expertise dédié aux drones, ainsi que des expérimentations portant sur l'intelligence artificielle et la reconnaissance d'image appliquées aux flux postaux.

La douane française a par ailleurs candidaté avec succès aux deux premières tranches de crédits mis à disposition par la Commission européenne dans le cadre de son instrument financier de soutien pour l'acquisition d'équipements de détection à l'intention des douanes européennes (IFECD). Ce financement lui a permis d'acquérir plus d'une vingtaine de scanners mobiles,

La modernisation de la douane s'appuie également sur la formation des hommes et des femmes qui composent ses effectifs. Forte de ses 16 546 agents, la douane française, qui représente 20 % des effectifs douaniers de l'Union, dispose d'une offre de formation riche à même de répondre à la grande diversité de ses métiers avec des compétences parfois très spécialisées dans le domaine de la fouille de navire ou dans l'aéromaritime. Pour ce faire, elle bénéficie de deux écoles spécialisées dont l'une à la Rochelle et l'autre dédiée aux cadres des douanes située à Tourcoing. Cette dernière est résolument tournée vers l'international, grâce au programme dont bénéficie chaque année une dizaine de coopérants étrangers en lien avec l'Organisation mondiale des douanes. Implantée à proximité de Lille, cette école illustre l'enracinement historique de la douane dans une région marquée par une forte tradition douanière.



Grand place, automne 2021 @Laurent Javoy

III. Lille, le pari gagnant d'une Europe douanière connectée

Lille est le cœur d'une région à forte tradition douanière, située au carrefour des échanges entre l'Union européenne, le Royaume-Uni et le reste du monde. Avec plus d'un million d'habitants et un fort dynamisme économique, la Métropole Européenne de Lille (MEL) conjugue qualité de vie, attractivité et ouverture européenne et internationale.

Établir la nouvelle Autorité douanière à Lille renforcerait l'ancrage territorial du projet européen, tout en offrant un cadre de vie attractif à ses futurs agents et leurs familles.

Une ville stratégique au cœur des flux européens

Lille, carrefour des marchés européens et mondiaux

Lille est un carrefour commercial essentiel liant l'Europe au reste du monde. Sa tradition douanière, issue d'une longue histoire de gestion des flux commerciaux européens, est aujourd'hui perpétuée par son rôle dans la protection du marché unique de l'UE.

Idéalement située au cœur de l'Europe, la MEL est un nœud commercial entre l'UE et ses frontières extérieures grâce à ses infrastructures et ses canaux de coopération transfrontalière. Le vaste réseau ferroviaire, aéroportuaire et routier qui caractérise la ville facilite la circulation des biens en provenance et à destination du marché commun.

La ville est connectée aux principaux ports maritimes européens, comme Le Havre, Dunkerque, Rotterdam ou Anvers, et demeure un point d'accès principal pour les marchandises en provenance et à destination du Royaume-Uni, ainsi que du reste des partenaires commerciaux de l'UE.

Une connectivité exceptionnelle avec les capitales européennes

La ville est particulièrement accessible grâce à ses nombreuses liaisons avec les pôles européens majeurs.

Le réseau ferroviaire lillois permet de rejoindre Bruxelles en 35 minutes, Paris en 55 minutes et Londres en 1h30. Les gares de Lille-Europe et Lille-Flandres offrent plus de 50 liaisons assurées par des lignes à grande vitesse vers les principales villes européennes. Desservies par l'Eurostar et les trains de la SNCF et de la SNCB, ces gares occupent une position centrale dans la ville, et sont largement reliées par les transports en commun. L'aéroport de Lille-Lesquin (LIL) propose plus de 50 destinations, en Europe et dans le monde. Une navette relie le centre-ville à l'aéroport en 20 minutes plusieurs fois par heure. Les aéroports internationaux de Roissy-Charles de Gaulle (CDG) et de Bruxelles Zaventem (BXL) sont également accessibles en une heure depuis les gares lilloises.

LILLE POUR ACCUEILLIR L'EUCA



AU  DE L'EUROPE



à 35 minutes de Bruxelles

1 heure de Paris



30 liaisons vers les capitales européennes

1 aéroport, vers 50 destinations

UNE MÉTROPOLE ACCUEILLANTE ET DYNAMIQUE

1,2 millions
d'habitants



130 000 étudiants 
dont **12%** d'internationaux

30 
écoles et grandes écoles

10 000 
chambres d'hôtel

2ème
quartier d'affaires de France : Euralille 

VILLE D'HISTOIRE, DE CULTURE, DE SPORT ET DE GASTRONOMIE



Capitale européenne de la culture 2024

825 km de réseau cyclable, **1300 ha** d'espaces verts

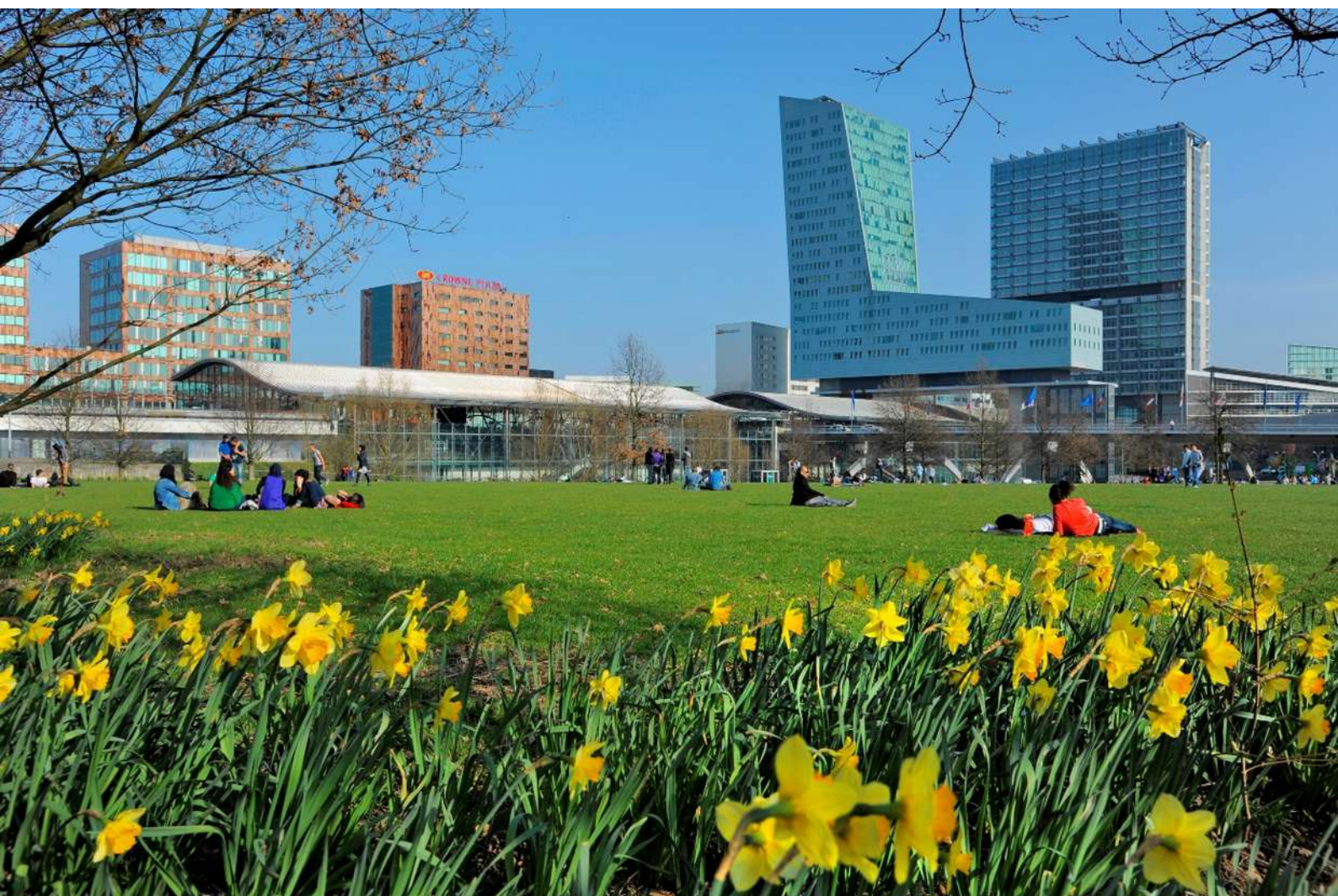
700 km de rivières et de canaux

2 millions de visiteurs à la grande Braderie

Euralille : l'émergence d'un pôle économique majeur

En plein cœur de Lille et à proximité immédiate des gares et hôtels, le quartier d'affaires Euralille est l'un des plus stratégiques et dynamiques de France. Conçu dans les années 1990, il est aujourd'hui le deuxième quartier d'affaires du pays, et accueille une forte concentration de sièges d'entreprises multinationales dans des secteurs tels que la finance, le conseil, les technologies ou le commerce.

Le quartier se distingue par son architecture contemporaine, ses nombreux espaces verts et son ambition écologique. En son sein, le bâtiment qui hébergerait la future Autorité douanière de l'UE, placerait celle-ci dans un écosystème dynamique, dont le développement rapide est porté par un soutien institutionnel important



Lille, une ville compétitive tournée vers l'avenir

L'excellence académique au service de l'Europe

Le système éducatif lillois est complet et accessible. Plusieurs établissements offrent aux élèves un enseignement bilingue dès la primaire, souvent à vocation européenne. C'est le cas de l'École européenne Jacques Delors, reconnue par le réseau des écoles européennes, de collèges et lycées offrant des sections internationales en plusieurs langues et un baccalauréat international, mais aussi d'écoles privées bilingues à l'instar de l'École Jeannine Manuel. Cette offre éducative plurilingue offre ensuite des opportunités académiques en France et dans le monde.

Lille est un pôle universitaire majeur en France, qui offre une vie académique riche avec plus de 130 000 étudiants dont 12% d'internationaux. Plusieurs établissements de renom comme Sciences Po Lille, l'EDHEC Business School, Centrale Lille ou l'Université de Lille proposent une vaste offre pédagogique en affaires européennes, en études de commerce ou en ingénierie.

La présence de ces écoles assure également un vivier d'étudiants formés et compétents, indispensables pour une future agence européenne. La vie scientifique est également dynamisée par la tenue de divers congrès scientifiques et salons internationaux annuels, à l'instar du forum InCyber.



Un écosystème immobilier et hôtelier à fort potentiel

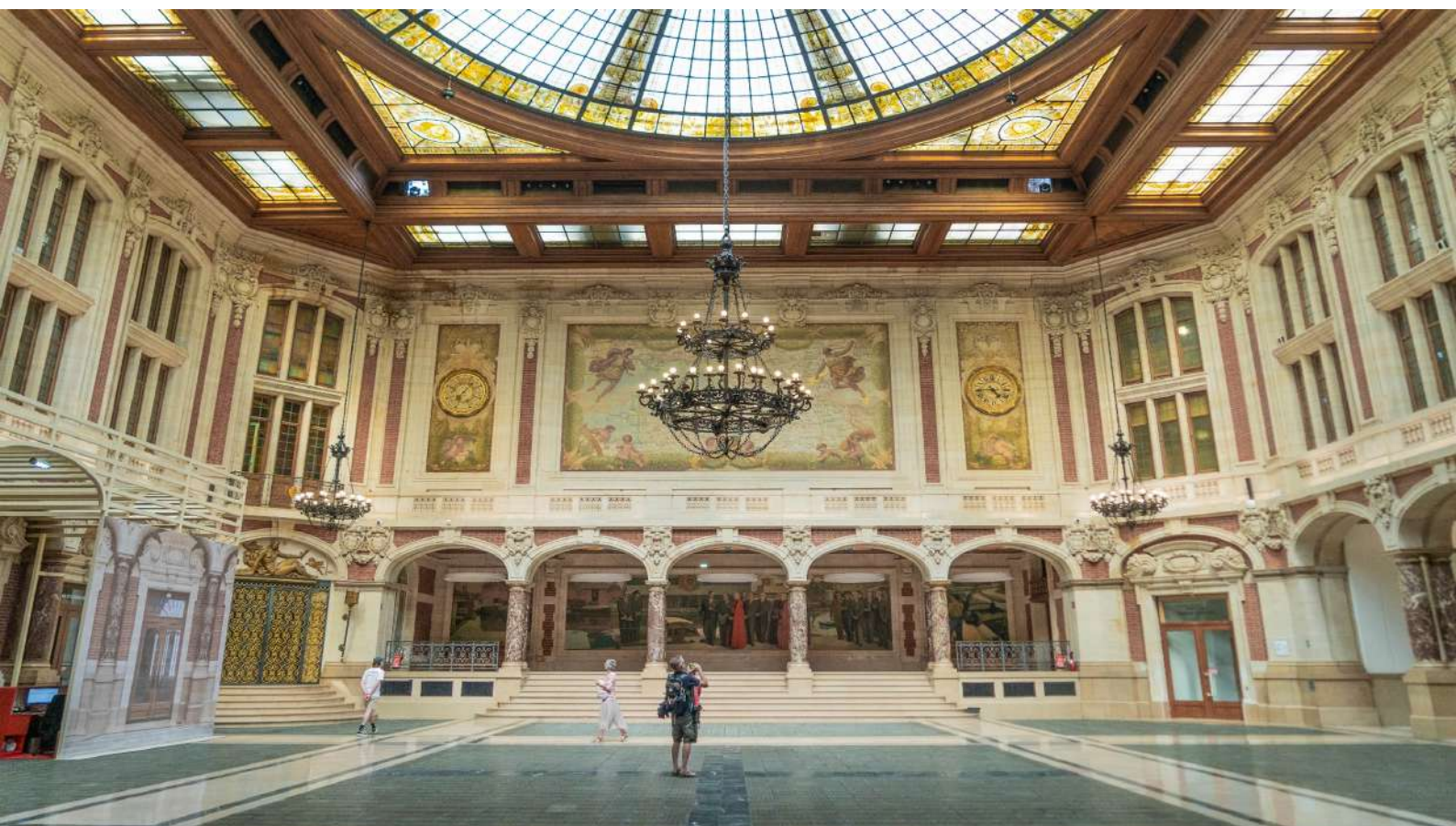
Capable d'accueillir immédiatement les missions de la future Autorité douanière, Lille dispose d'une offre hôtelière dense permettant l'accueil de grands événements internationaux. Près de 10 000 chambres réparties dans plus de 130 hôtels rendent la ville adaptée à de tels événements et à l'accueil de nombre de délégations européennes. Une partie importante des logements se situant au sein ou à quelques minutes à pied d'Euralille, cette offre hôtelière permet une proximité immédiate aux sites de conférence, aux gares ferroviaires et à l'Autorité.

Avec des loyers bien plus accessibles que dans d'autres capitales européennes, l'offre immobilière lilloise est particulièrement compétitive. Différents types de logements sont directement accessibles, allant de maisons typiques aux appartements neufs en centre-ville, et aux aires résidentielles ou pavillonnaires hors de la ville.

Lille, capitale culturelle, vibrante et innovante

Labellisée Capitale européenne de la culture en 2004, la MEL développe une ambition culturelle et une programmation riche, inclusive et internationale. Celle-ci est soutenue par une implication des collectivités visant à faciliter l'accès à la culture pour tous.

Lille concentre plusieurs lieux culturels majeurs : le Palais des Beaux-Arts, le musée La Piscine de Roubaix ou le LaM, lieu majeur de l'Europe du Nord dédié à l'art brut et moderne. Au cœur de cette dynamique culturelle et artistique figurent des initiatives comme *Lille3000*, triennale vitrine de la création contemporaine française, ou la Braderie de Lille, qui attire chaque année plus de 2 millions de visiteurs.



Un cadre de vie européen durable et attractif

Une ville verte et mobile

Lille est une ville européenne de proximité, qui offre un cadre de vie à taille humaine au cœur de l'Europe. Afin d'encourager les modes de mobilité active et développer la politique verte de la ville, Lille développe un important réseau cyclable. La ville compte aujourd'hui plus de 825 km de pistes cyclables et, à l'image d'autres grandes villes européennes, une vaste offre de vélos en libre-service.

Les transports en commun représentent également une grande partie des mobilités urbaines. L'offre multimodale est gratuite pour les moins de 18 ans, et compte deux lignes de métro, deux lignes de tramway et 122 lignes de bus.

Une métropole sportive au rayonnement international

Hôte de plusieurs épreuves des JO 2024, la tradition sportive est partie intégrante de Lille. Elle accueille régulièrement de grands événements sportifs, tels que la Coupe du monde de rugby en 2023, ou le départ du Tour de France en 2025. Partout dans la ville se trouvent des équipements récents et rénovés qui permettent aux habitants d'avoir une pratique sportive régulière. Des stades, des salles de sport, des pistes d'athlétisme ou encore des piscines font de Lille une véritable ville du sport, priorité de la France depuis plusieurs années. A une heure de train de la mer, la MEL offre également de nombreux espaces naturels verts et maritimes.

Santé et recherche : Lille, un pôle d'excellence médicale

L'offre de soins de la ville est particulièrement développée, et en fait une capitale européenne de la santé. La qualité de soins offerte par le centre hospitalier universitaire (CHU) de Lille lui permet d'être classée parmi les meilleurs de France en médecine générale et spécialisée. Cette dernière est complétée par nombre de cliniques privées de haut niveau. Lille abrite également des institutions de recherche de premier plan, comme la Faculté de Médecine de l'Université de Lille, l'INSERM, le CNRS ou l'Institut Pasteur.



Contact Presse Douane

presse@douane.finances.gouv.fr

Té : + 33 1 57 53 42 11

Contact presse MEL

a.mazet@lillemetropole.fr